



**Entretien avec Kanka-Malik Natchaba,  
Ministre délégué Coordonnateur de la CPES**

**« Le PND est un plan ambitieux et notre challenge est d'atteindre ses résultats »**



**PAGES 6&7**

**INCLUSION FINANCIERE**



**Echos des bénéficiaires des produits Fnfi**

**« Moi aussi parvenue à prendre mon destin en mains », dixit Nèmè Atchiki, bénéficiaire du Produit AJSEF**

**PAGE 2**

**ECONOMIE**



**Forum économique Togo-Brésil**

**Antioniõ Carlos de Salles Menezes a confirmé la tenue du Forum cette année**

L'ambassadeur du Brésil au Togo Antoniõ Carlos de Salles Menezes a annoncé la tenue du Forum économique Togo-Brésil. La rencontre réunira également d'autres pays de ...

**PAGE 5**

**Assurance maladie pour les étudiants togolais**

**L'Inam démarre la phase pilote du projet avec 500 étudiants**

**PAGE 11**



**Invalidation de candidatures**

**Dr Thon et Kagbara vont-ils appeler à voter pour quelqu'un ?**

La nouvelle est tombée vendredi dernier comme une douche froide. Le candidat de la Nouvelle vision (Novi), le Dr Kodjovi Aubin Thon, et celui du Parti démocratique panafricain (PDP), Innocent Kagbara, ne sont plus candidats à l'élection présidentielle du 22 février 2020. La Cour constitutionnelle a invalidé leurs dossiers. Que vont-ils faire à présent ? Faire des réclamations ? Rester passifs et observer le processus aller à son terme ? Ou appeler à voter pour l'un des candidats toujours en course ? Pour rappel, la candidature de Dr Thon a été rejetée pour insuffisance du nombre ...

**PAGE 3**

**DERNIERES HEURES**

**Présidentielle 2020: La Ceni entre en possession de l'encre indélébile**

Après ses journées portes ouvertes tenues ce 18 janvier, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), a fait encore un pas hier 20 janvier 2020, dans les préparatifs de la présidentielle de 2020. L'instance des élections au Togo est rentrée en possession de l'encre indélébile destiné à l'élection présidentielle. Lequel encre a été réceptionné à l'aéroport international Gnassingbé Eyadema de Lomé, dont voici la contenance.

Au total 40 220 flacons d'encre indélébile ont été reçus par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). L' Aéroport international Gnassingbé Eyadéma ...

**PAGE 3**

**Présidentielle 2020**

**Faure Gnassingbé reste la meilleure alternative selon Clé**

Le processus électoral actuellement en marche vers le 22 février 2020, continue de révéler ses surprises. Comme aimait à le répéter très souvent certains analystes ...



**PAGE 3**



## SOMMAIRE

Angola / Isabelle Dos Santos  
Après la justice de son pays, un consortium de journalistes accuse Isabelle Dos Santos de détournement de fonds publics



P 4

Cinéma/ N'tifafa Yannick EDOH  
« Essénam ou croire en soi », sur le chemin de la responsabilité



P 9

« Agissons »  
Les Nations unies appellent chacun à l'action pour le climat



P 10

## Echos des Bénéficiaires des Services Financiers

## « Moi aussi parvenue à prendre mon destin en mains », dixit Nèmè Atchiki, bénéficiaire du Produit AJSEF

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", votre quotidien Togo matin vous conduit dans la Région de la Kara, pour partager avec vous les témoignages d'une jeune artisan, Nèmè Atchiki, bénéficiaire du Produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI).

Le FNFI est un ambitieux programme lancé en Janvier 2014 par SEM le Président de la République pour répondre à l'épineuse question de l'exclusion financière d'une importante frange de la population togolaise que sont les femmes, les jeunes, les paysans, les agriculteurs, les artisans... Des togolais à faibles revenus soucieux de leur autonomisation financière souvent exclus des systèmes de financements classiques se sont laissés tentés par la dynamique de l'inclusion financière enclenchée par le Gouvernement du Togo depuis la mise en route du FNFI. Parmi ceux-ci, Nèmè Atchiki, artisanne, bénéficiaire du Produit AJSEF dans la Région de la Kara. C'est le jour d'animation du grand marché de la ville. Et c'est justement dans ce marché où se fusionnent tous les secteurs d'activités que nous avons rendez-vous avec notre bénéficiaire, la trentenaire environ, fière de nous recevoir pour partager avec nous ses témoignages. " Je suis née et j'ai grandi à Dapaong dans la région

des savanes et c'est justement là-bas que j'ai appris le métier de tissage précisément au centre artisanal de Dapaong. Mais comme c'est le cas pour bon nombre de mes camarades, après l'apprentissage et une fois le diplôme obtenu, le problème de financement s'est également posé à moi. C'était vraiment très difficile pour moi avoir d'accès au financement auprès des institutions de microfinance classiques pour pouvoir me mettre à mon propre compte." Un rêve de se mettre à son propre compte et de gagner le pari de son devenir que notre interlocutrice voit voler en éclat, et pour cause son allure d'artisanne sans sources de revenus certaine ne rassurait aucun argentier. Et c'est seulement depuis qu'elle a entendu parler du produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers" du Fonds National de la Finance Inclusive qu'elle a repris un tout petit peu espoir et essaye de parcourir le chemin afin de rejoindre elle aussi la dynamique de l'inclusion financière. " Heureusement, un samedi

comme celui-ci d'ailleurs, revenant d'une ballade infortune, nous avons aperçu devant les locaux de PROMOFINANCE, une institution de microfinance de la ville, un attroupement inhabituel de femmes et de jeunes. Nous avons poussé notre curiosité pour savoir ce qui motivait un tel attroupement. Et c'est justement là-bas que pour la première fois mes camarades et moi avons été informés du Produit AJSEF. Sans tarder nous sommes rentrés dans un bureau voisin pour nous renseigner davantage sur les conditionnalités et modes opératoires d'accès à ce produit. A la sortie de cette séance d'information, nous nous sommes dits que nous étions totalement éligibles pour obtenir ce crédit."

Afin de permettre justement à tous ceux qui sont dans le besoin et qui remplissent les conditions, le FNFI a justement assoupli les conditionnalités d'accès à tous ses produits.

" Je dois avouer que la première chose qu'il revenait de faire était de former un groupe solidaire de 2 à 4



### Nèmè Atchiki

personnes. Ceci n'a pas été du tout difficile car dans mon quartier nous étions justement 3 à avoir un diplôme de fin d'apprentissage et à n'avoir pas de sources de financement pour nous lancer dans l'entrepreneuriat. Une fois le groupe solidaire formé, nous sommes retournés voir PROMOFINANCE et nous avons été programmé pour suivre une formation en techniques de création d'entreprises mais surtout en gestion de crédit. Nos compétences ont été dopées sur comment gérer un crédit et pouvoir le rembourser à temps. Après cette formation et dans un délai de deux semaines, j'ai obtenu mon premier cycle de crédit de 300.000 FCFA. Avec ce crédit j'ai loué ce petit local et j'ai acheté quelques matières

premières, notamment le fil à tisser et je me suis également équipée en machine à tisser. Et depuis lors, installée à mon propre compte, je tisse à longueur de journées des pagnes que je commercialise ici au grand marché de la ville. Comme vous pouvez le voir juste en me regardant je suis très heureuse d'être moi aussi parvenue à prendre mon destin en mains et être autonome financièrement." Une autonomie financière que comme Nèmè Atchiki, bon nombre de togolais et togolaises vivent au quotidien, et que le FNFI est davantage résolu à renforcer grâce à ses différents produits financiers qu'il met en route depuis 2014. Le Microcrédit pour tous, nous y croyons !

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



tm  
TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG..LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:  
Gloria Léma Yagla

Service commercial:  
DIRECT AGENCE  
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## DERNIERES HEURES

... de Lomé a servi de lieu de cérémonie et de réception, sous la direction de Tchambakou Ayassor, président de la Ceni. Un échantillon a été

confié au laboratoire de chimie de l'Université de Lomé, qui sera chargé d'attester son caractère indélébile avant la tenue de l'élection. Dans cette même dynamique, un communiqué de

la Ceni convie les candidats ou leurs représentants à une rencontre le mercredi 22 janvier à son siège. A cette occasion, il sera question de procéder au tirage au sort de l'ordre

de positionnement des candidats sur le bulletin de vote.

L'encre a été livré à la Commission Électorale Nationale Indépendante (Ceni) par la société

Netcom S.A en présence de sa directrice Kagone Tene Alima.

La rédaction

## Présidentielle 2020

## Faure Gnassingbé reste la meilleure alternative selon Clé

**Le processus électoral actuellement en marche vers le 22 février 2020, continue de révéler ses surprises. Comme aiment à le répéter très souvent certains analystes politiques : « en politique tout est possible ». En effet, les alliances se font et se défont et il survient ce que l'on espère le moins. Dans le cas présent, c'est le parti Cercle des leaders émergents (Clé) qui prend tout le monde de cours. Le parti annonce son soutien au candidat du parti Unir.**

Dans la course vers la présidence de la République, seuls deux candidats reçoivent vraiment du soutien. Faure Gnassingbé, président de la République et candidat à sa propre succession et Agbeyomé Messan Kodjo, ancien Premier ministre du Togo, président du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD) sont les deux candidats à enregistrer des ralliements.

La Cour constitutionnelle vient de rendre publique la liste définitive des candidats qui prendront part au scrutin présidentiel du 22 février prochain.

Et comme l'on pouvait s'y attendre, ces deux candidats demeurent dans la course. Et au moment où l'on s'interrogeait sur d'éventuels nouveaux soutiens que l'un ou l'autre pourrait encore recevoir, le parti Clé dirigé par maître Agnina Yacoubou, avocat, vient d'apporter un soutien retentissant à la candidature du chef de l'Etat sortant. Clé n'est sans doute pas un parti qui pèse sur la scène politique, mais son acte n'est pas insignifiant.

En effet, le parti qui se déclare toujours membre de l'opposition avait soutenu la candidature de Jean-Pierre Fabre de

l'ANC en 2015. A l'époque, maître Yacoubou avait fait vibrer son Oti natal en faveur de monsieur Fabre qui est d'ailleurs encore en course. Cela n'avait rien donné. Le candidat de Cap 2015 était arrivé en deuxième position, loin derrière Faure Gnassingbé.

Pour 2020, la candidature de Jean-Pierre Fabre ne semble pas avoir conquis les cœurs des responsables et militants du parti Clé. De plus, le parti à travers son premier responsable pense que le bilan de Faure Gnassingbé est élogieux et qu'il faut lui donner la chance



Maître Agnina Yacoubou

de poursuivre sur la consolidation du climat des affaires, la démocratie et surtout la mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2018-2022) qui permettra au Togo de créer encore plus de richesse et d'emplois en faveur de ses fils et filles. Pour maître Agnina Yacoubou, «

Faure Gnassingbé reste la meilleure alternative » et la solution aux problèmes du Togo ne consistera pas à remplacer celui qui est là par un autre. D'ailleurs, à son avis, les indicateurs sont au vert pour ce dernier. « Autant continuer avec lui », conclut-il.

E. Dadzie

## Invalidation de candidatures

## Dr Thon et Kagbara vont-ils appeler à voter pour quelqu'un ?

**La nouvelle est tombée vendredi dernier comme une douche froide. Le candidat de la Nouvelle vision (Novi), le Dr Kodjovi Aubin Thon, et celui du Parti démocratique panafricain (PDP), Innocent Kagbara, ne sont plus candidats à l'élection présidentielle du 22 février 2020.**



Innocent Kagbara

La Cour constitutionnelle a invalidé leurs dossiers. Que vont-ils faire à présent ? Faire des réclamations ? Rester passifs et observer le processus aller à son

terme ? Ou appeler à voter pour l'un des candidats toujours en course ? Pour rappel, la candidature de Dr Thon a été rejetée pour insuffisance du nombre de signatures des électeurs.

Mais ce dernier ne semble pas en accord avec la Cour constitutionnelle. Pour lui, il doit s'agir d'une erreur. Le leader du mouvement Novi qui a annoncé sa candidature depuis 2016 affirme avoir réuni tous les éléments nécessaires, notamment les signatures et affirme même avoir été au-delà des attentes dans certaines préfectures. Sachant que les décisions de la Cour ne sont susceptibles d'aucun recours, s'engager dans un bras de fer sera-t-il sage ? En tout cas, pour le moment, le processus se poursuit.

De son côté, Innocent Kagbara a pris acte de cette décision et appelle



Dr Kodjovi Aubin Thon

ses militants à la retenue. Mais sait-on jamais quelle surprise ces deux candidats malheureux peuvent nous réserver ? Même si selon plusieurs observateurs, ils ne pèsent pas grand-chose sur la scène politique et que l'on leur attribue à tort ou à raison, une proximité avec le parti au pouvoir, les deux acteurs à l'instar d'autres pourraient rallier

un camp et influencer d'une manière ou d'une autre le processus.

À l'heure actuelle, beaucoup se demandent sans doute à qui iront leurs voix ? Ou bien, décideront-ils tout simplement de rester à l'écart du jeu électoral ? Les jours à venir nous édifieront.

Edem Dadzie

Angola / Isabellè Dos Santos

## Après la justice de son pays, un consortium de journalistes accuse Isabelle Dos Santos de détournement de fonds publics

Alors que la justice de son pays l'accuse de détournement de deniers publics, la fille de l'ancien président angolais Isabelle Dos Santos est dans le viseur d'un collectif de journalistes. Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) l'accuse, notamment d'avoir siphonné les caisses du pays, dans une enquête publiée dimanche 19 janvier 2020. Des accusations qu'elle réfute catégoriquement.

Les 36 médias internationaux membres du consortium, parmi lesquels la BBC, le New York Times ou Le Monde, ont mobilisé 120 journalistes dans une vingtaine de pays pour exploiter une fuite de 715 000 documents et révéler « comment une armée de sociétés financières occidentales, d'avocats, de comptables,

de fonctionnaires et de sociétés de gestion ont aidé » cette femme de 46 ans « à cacher des avoirs aux autorités fiscales ».

Les « Luanda Leaks », du nom de la capitale de l'Angola, ont pu voir le jour grâce à une fuite de données orchestrée par un ou des anonymes depuis la société de gestion financière d'Isabelle Dos Santos basée au Portugal,

« probablement issues d'un piratage informatique », selon Le Monde.

L'enquête de l'ICIJ révèle entre autres que des sociétés de conseil occidentales, telles que PwC et Boston Consulting Group, ont « apparemment ignoré les signaux d'alarme », en aidant la « Princesse de Luanda » à cacher des biens publics. L'investigation s'appuie sur des lettres

censurées qui montrent comment de grands noms chez les consultants, tels que Boston Consulting ou KPMG, ont cherché à lui ouvrir des comptes bancaires non transparents. Celle qu'on surnomme la « princesse de Luanda » était déjà dans le radar de la justice de nombreux pays. L'enquête de l'ICIJ l'accable en révélant des détails inédits sur les montages financiers utilisés ainsi que les montants en jeu.

La fille de José Eduardo dos Santos, qui dirigea l'Angola d'une main de fer pendant

38 ans (1979-2017), avait vu en décembre ses comptes bancaires et ses actifs dans des entreprises angolaises gelés.

L'intéressée qui se présente comme une victime d'un montage politique orchestré par la justice de son pays pour manipuler l'ICIJ, au profit d'un agenda politique dénonce une attaque parfaitement coordonnée par le dirigeant actuel de l'Angola, João Lourenço, qui s'est lancé dans une spectaculaire lutte anticorruption.

**T.M. et Jeune Afrique**

Afrique / Sommet Royaume Uni-Afrique

## De grands projets annoncés au sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement

Le Premier ministre Boris Johnson a plaidé en faveur d'un Royaume-Uni en tant que « partenaire d'investissement de choix » pour les pays du continent africain, lors de la grand-messe Afrique-Royaume-Uni sur l'investissement dont les travaux viennent de s'ouvrir aujourd'hui lundi à Londres.



**Les chefs d'Etat au Sommet Royaume-Uni Afrique**

Le Premier ministre Boris Johnson a plaidé aujourd'hui à Londres, lors d'un grand sommet sur les investissements, pour que son pays devienne le « partenaire d'investissement de choix » pour les pays du continent africain.

Pour justifier ce choix, le chef de file du gouvernement du Royaume-Uni est revenu sur l'expertise et l'innovation britanniques, uniques dans les domaines de la technologie, de la croissance propre, des infrastructures et des finances qui peuvent répondre à la demande du continent en matière de croissance durable.

Le Sommet UK-Afrique sur l'investissement, organisé par la primature du Royaume-Uni, réunit 21 pays africains et des entreprises britanniques et africaines. C'est la première fois que des gouvernements et des entreprises du Royaume-Uni et d'Afrique se réunissent pour un événement de cette envergure.

Des accords portant sur plusieurs milliards de livres sterling seront

annoncés lors du sommet et devront participer directement à la création d'emplois et à la croissance, autant en Afrique que pour les entreprises et multinationales britanniques.

Le sommet devrait également connaître l'annonce de la fin du soutien (investissement et crédits à l'export) britannique aux mines de charbon ou aux centrales thermiques alimentées au charbon. Cette annonce fait partie de l'engagement plus large du Royaume-Uni à utiliser son expertise et son expérience pour aider l'Afrique à passer des combustibles fossiles à des formes renouvelables et durables d'énergie propre.

Le Premier ministre devrait rencontrer les 16 dirigeants africains présents au sommet, notamment Al-Sissi Sisi, Kenyatta, Buhari, Akufo-Addo, et Kagame du Rwanda, ainsi que des chefs d'entreprise, comme le PDG de Standard Bank, Gert Vogel, et le PDG d'Investec, Hendrik Du Toit.

**La Tribune Afrique**

RDC / Opposition

## Manifestations politiques : Martin Fayulu et des partisans arrêtés

A Kinshasa, la police a empêché la tenue d'une marche organisée par Martin Fayulu et les membres de la coalition Lamuka. L'opposant qui revendique toujours la victoire à la présidentielle de décembre 2018 voulait marcher pour, dit-il, marquer sa solidarité avec les victimes des tueries dans l'Est du pays et dénoncer ce qu'il appelle le projet de balkanisation de la RDC.

La messe d'action de grâce terminée, Martin Fayulu, ses proches collaborateurs, et des centaines de militants se positionnent sur le boulevard Lumumba. Tout de blanc vêtus, ils débutent la marche. Rapidement, la



**Des policiers arrêtant des manifestants**

police oblige Fayulu à embarquer dans un véhicule. Le long de la chaussée, en chantant, les militants accompagnent leur leader.

En cette journée de commémoration de la mort du tout Premier ministre du Congo Patrice Lumumba, assassiné en 1961, la mairie de Kinshasa avait interdit l'organisation de cette marche. Après une heure de procession, les esprits s'échauffent. « Nous sommes en train de marcher, de manifester pacifiquement et vous voyez comment la police est en train d'escorter le président élu de la République démocratique du Congo. »

Les premiers gaz lacrymogènes sont lancés. Il y a également quelques interpellations parmi les manifestants. C'est dans ce contexte que le député Ados Ndombasi a été bousculé sans ménagement par des policiers. « Nous, on circule calmement et la police est venue nous menacer, nous toucher. En tant que député de l'Assemblée nationale, on ne nous

respecte pas malheureusement » A quelques 300 mètres du point de chute de la manifestation, la police s'interpose. Les dernières grenades lacrymogènes sont lancées. L'itinéraire est dévié. L'escorte de la police avec la jeep de Fayulu au milieu accélère jusqu'à Faden House, l'hôtel de Martin Fayulu.

Là, l'ancien candidat à la présidentielle a adressé un message à Félix Tshisekedi. « Il doit renoncer au deal qu'il a signé avec M. Kabila. Il doit comprendre que tous les Congolais ont compris. »

Au total, le commissaire Kasongo a fait interpellé 22 militants, accusés d'avoir jeté des pierres ou de troubler l'ordre public. Le numéro un de la police à Kinshasa assure ne les avoir libérés qu'en raison de la signification particulière de cette journée. La coalition Lamuka dénonce une soixantaine d'interpellations à travers le pays, des blessés légers et la violation du droit de manifester.

**Avec Rfi.fr**

## Forum économique Togo-Brésil

# Antoniō Carlos de Salles Menezes a confirmé la tenue du Forum cette année

L'ambassadeur du Brésil au Togo Antoniō Carlos de Salles Menezes a annoncé la tenue du Forum économique Togo-Brésil. La rencontre réunira également d'autres pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Selon le site Republicoftogo.com, la tenue du Forum économique Togo-Brésil a été confirmée lundi 20 janvier par l'ambassadeur du Brésil au Togo Antoniō Carlos de Salles Menezes. Annoncé en 2019 suite à une visite du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur Robert Dussey, le Forum se tiendra cette année à Lomé après l'élection présidentielle, a indiqué le site d'information.

Le Forum économique Togo-Brésil devrait

également accueillir d'autres pays de la Cedeao. L'objectif est d'attirer des investissements et promouvoir le Plan national de développement (PND). La date exacte n'est pas encore connue. En quête du financement pour le PND, cette rencontre sera une opportunité pour les autorités togolaises. Elle permettra de renforcer les relations entre le Togo et le Brésil et de trouver des investisseurs pour le Plan. Le Plan national de développement nécessite une contribution de 65% du secteur privé.

Le Forum économique Togo-Brésil sera également une occasion importante pour le Togo de relancer son secteur agricole. Le pays pourrait à travers cette rencontre avoir l'appui du Brésil dans le domaine agricole. Le deuxième axe du PND prévoit le développement des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives.

Pour rappel, Lomé a abrité l'année dernière le Forum économique Togo-Union Européenne. La rencontre a rassemblé plus de 1 000



**Antoniō Carlos de Salles Menezes**

participants avec plus de 410 participants étrangers. Le Forum a réuni des représentants venus de 54 différents pays dont les 28 de l'Union européenne. 200 hauts cadres étaient également présents à cette rencontre. 450

entrepreneurs locaux et du secteur privé ont pris part aux deux jours de travaux et 94 conférenciers ont animé différents panels. Le nombre total des rencontres B2B s'élève à 427 rencontres.

F.T.

## Infrastructures

# Vers la réhabilitation du tronçon Sokodé-Bassar sur la nationale N°17

Le tronçon Sokodé-Bassar situé sur la nationale n°17 sera bientôt réhabilité et renforcé. Le contournement des monts Malfakassa sera également aménagé et bitumé. Dans un document en date du 5 novembre 2019 consulté par Togo Matin, le ministère des Infrastructures et des Transports a lancé un avis d'appel d'offres international pour réaliser ce projet.

Pour réaliser ce projet, le gouvernement a bénéficié des fonds de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea), du Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA), du Fonds saoudien de développement (FSD), du Fonds de l'Opep pour le développement

international (Ofid), et du Fonds d'Abu Dhabi (ADFD). Le financement permettra de finaliser le projet de réhabilitation et de renforcement de la route nationale N°17 sur le tronçon Sokodé-Bassar long de 75 Km.

Le projet porte également sur l'aménagement et le bitumage du contournement des monts

Malfakassa.

Les offres dans le cadre de cet avis d'appel d'offres international doivent être soumises au plus tard ce mardi 21 janvier.

Les travaux de réhabilitation et de renforcement de la route nationale N°17 sur le tronçon Sokodé-Bassar ainsi que l'aménagement et le bitumage du



**Une route en construction**

contournement des monts Malfakassa font partie de la politique des grands travaux entreprise par le gouvernement togolais. La réhabilitation et le bitumage de ces routes vont certainement profiter

aux populations de ces localités et à tout le pays en général. Une fois réhabilitées et bitumées, ces routes vont faciliter la circulation des biens et des personnes.

Félix Tagba

## Marché financier régional

# Le Togo a mobilisé 27,5 milliards FCFA

La première sortie de cette année du Togo sur le marché régional s'est effectuée vendredi 17 janvier. Les résultats de cette émission ont été concluants pour le pays.



Le Togo était à la recherche de 25 milliards FCFA sur le marché régional. Pour cette première sortie de l'année, le montant global des soumissions s'élève à plus de 69 milliards FCFA.

Sur cette somme, le pays a retenu 27,5 milliards FCFA et a rejeté 41,63 milliards FCFA. Le taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions s'établit à 276,54%. Alors que le taux

de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions retenues est de 110%. Le taux d'absorption est quant à lui de 39,78%.

Il s'agit des Bons assimilables du trésor

de maturité initiale 364 jours. Le montant mobilisé permettra aux autorités togolaises de mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat du Togo. « Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Togo en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette », a précisé l'agence Umoa-Titres qui assure l'organisation matérielle de l'émission, en coordination avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao).

Par ailleurs, les Bons assimilables du trésor

(BAT) sont des titres de créances à court terme émis par un Etat par voie d'adjudication dont la maturité est inférieure à 2 ans. Ils favorisent un placement à court terme qui répond à des impératifs de gestion de trésorerie alliant sécurité et qualité. Il s'agit aussi d'un couple rendement/risque optimal. Les Bons assimilables du trésor (BAT) entraînent une rémunération connue et payée d'avance à l'investisseur lors de l'acquisition des titres (intérêts précomptés). L'investissement sur les BAT permet de contribuer aux ressources de trésorerie de l'Etat.

Félix T.

Entretien avec Kanka-Malik Natchaba, Ministre délégué Coordonnateur de la CPES

## « Le PND est un plan ambitieux et notre challenge est d'atteindre ses résultats »

**Quand il s'agit de parler du Plan national du développement, du Mécanisme incitatif de Financement agricole (Mifa), le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER), il n'y a pas meilleur interlocuteur que le coordonnateur de la Cellule présidentielle d'exécution et de suivi des projets prioritaires (CPES). M. Kanka-Malik Natchaba a accordé une interview à votre quotidien TogoMatin. Il y fait le bilan des plus grands projets mis en œuvre par l'Etat togolais ces dernières années et parle des chances du président Faure E. Gnassingbé de gagner l'élection présidentielle du 22 février prochain.**

**TM : Vous êtes chargé de coordonner la Cellule présidentielle d'exécution et de suivi des projets prioritaires (CPES), quels sont les projets prioritaires suivis par la CPES et quel bilan peut-on en dresser aujourd'hui ?**

**KMN :** Je vous remercie de me donner l'opportunité de m'exprimer et profite de l'occasion pour souhaiter mes meilleurs vœux à vos lecteurs. La CPES est une initiative du président de la République qui a souhaité insuffler une nouvelle dynamique pour la concrétisation des projets prioritaires. Elle a pour mandat de suivre ces projets, en évitant de manière proactive les goulots d'étranglements. Plusieurs classifications de ces projets sont possibles mais nous allons prendre le plus simple qui est celui du PND. Ainsi nous avons :

Axe 1 : le projet de l'autoroute de l'Unité sur le tronçon Davié-Atakpamé, Parc logistique multiservice (PLM), le projet de port sec de Cinkassé,

Axe 2 : le MIFA, le Parc industriel d'Adétikopé, l'Agropole de Kara, le Projet de développement rural de la Plaine de Djangblé, le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER)

Axe 3 : le Projet de réduction de la mortalité maternelle et néonatale (SMN Muskoka), le Projet sur la santé reproductive et les droits sexuels (PRSS), le Projet d'Infrastructures et de Développement urbain (PIDU).

Outre ces projets qui sont les plus importants suivis par la Cellule aujourd'hui, elle peut être mobilisée selon les instructions qu'elle reçoit sur tout autre sujet ou initiatives présidentielles. Par exemple, nous faisons partie de la task team qui est chargée de suivre l'octroi de 25 % des marchés publics aux jeunes et aux femmes et celle relative au développement de la filière manioc.

Ces projets, comme vous pouvez le constater, contribuent à la réalisation du Plan national de développement, que ce soit le projet qui vise à améliorer

notre efficacité en matière de logistique (axe 1) ou les projets qui visent la transformation de notre agriculture (axe 2) ou encore à consolider le capital humain et l'inclusion financière (Axe 3).

Le bilan est encourageant. Nous ne pouvons agir et nous apprécier à la fois mais nous parvenons à instaurer le sentiment d'urgence dans un esprit de collaboration auprès de nos partenaires. De plus, les interventions de la Cellule ont permis d'accélérer certaines actions à mener pour la concrétisation des projets dans les meilleurs délais.

**Que peut-on noter des impacts desdits projets ?**

Ce qui est important pour nous, c'est de faire avancer le projet dans les délais prévus. Le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa) a pour vocation d'augmenter l'investissement privé dans le secteur agricole ; ce qui a été fait en transformant le Mifa en Mifa SA et en créant les conditions de partage des risques qui au bout de la chaîne ont eu un impact sur les acteurs du monde agricole.

Il faut rappeler que plus de financement dans le secteur agricole, c'est moins de pénibilité et plus de revenus pour les agriculteurs. Aujourd'hui, c'est une satisfaction que le Mifa ait pu accompagner près de 80 000 acteurs dans le secteur agricole en mobilisant 8 milliards de financement. Ce mécanisme est efficace et suscite la confiance des bailleurs. D'où la création du ProMifa qui vient en appui au Mifa pour créer les meilleures conditions en vue de faciliter l'accès aux acteurs des chaînes de valeurs agro-pastorales organisées et performantes, un accès durable aux marchés et à des services financiers et non financiers adaptés.

Projet de développement rural de la Plaine de Djangblé : ce projet qui connaissait des difficultés a pu s'accélérer depuis environ 1 an grâce à l'effort des parties prenantes et la coordination du projet. Il faut aussi mentionner la responsabilité de la Cellule



**Kanka-Malik Natchaba**

qui a accompagné la réalisation des travaux d'infrastructures prévus afin de s'assurer que les résultats soient obtenus dans les bons délais. A ce jour l'exécution du projet (réhabilitation des pistes, construction de salles de classe supplémentaires), est pratiquement à terme. Nous avons 2 châteaux d'eau, 13 bornes fontaines, 7 salles de classe et 6 latrines écologiques qui ont été finalisés à Djangblé. L'aménagement de 6 pistes rurales est à 94% de réalisation et un périmètre agricole de 340 ha est en cours avec 78,5% de réalisation. L'objectif de création d'emploi du projet de 5000 emplois est atteint.

Santé Maternelle et Néonatale Muskoka qui couvre la région Maritime et des Plateaux a permis l'amélioration de la qualité des soins obstétricaux et infantiles avec une réduction de la mortalité dans les régions ciblées. Les interventions du projet ont porté

sur 22 formations sanitaires au total. Des équipements ont été installés et le personnel formé à son utilisation.

Concernant l'Agropole de Kara, plusieurs acteurs dont les producteurs ont été formés sur les techniques culturales en Corée du Sud par la Fondation Seamaul, partenaire du projet. En collaboration avec la CPES, l'Aprodat qui est l'agence en charge de la mise en place des agropoles au Togo, est tournée vers la réalisation d'actions concrètes sur le terrain. Ainsi, 20 forages sont en cours de construction et seront opérationnels pour les populations avant la fin du premier trimestre 2020. De plus, il est prévu le lancement les 20 et 21 janvier prochains un forum des agripreneurs. L'objectif de ce forum sera de sensibiliser les jeunes et femmes des régions du Togo sur les opportunités offertes par l'agropole de Kara. A l'issue du forum, environ 300

agri-preneurs seront retenus et accompagnés sur les filières de l'aviculture, l'apiculture et l'aquaculture. Un fonds de garantie d'1 milliard sera mis en place afin de faciliter le financement de ces jeunes agri-preneurs.

Il s'agit des projets dont les résultats sont le plus significatifs mais je voudrais aussi dire que la plupart des projets prioritaires sont prêts à être opérationnalisés car disposant déjà d'étude et auront des impacts dès qu'ils seront mis en œuvre (Parc industriel d'Adétikopé, route de l'unité).

**Plusieurs initiatives sont menées par le Togo dans le cadre du Plan national de développement (PND), quelles seront les priorités pour cette année 2020 ?**

Pour nous, il s'agit de réaliser les projets structurants en termes d'actions concrètes, visibles par les populations. Par exemple les projets Agropole de Kara et Parc industriel sont à un stade de discussions avancées avec des partenaires et des études sont en cours. Nous comptons maintenir cette dynamique. Comme vous le savez le financement du PND est attendu à 65% du secteur privé. Nous poursuivons donc nos actions de mobilisation des investisseurs en vue de la concrétisation des projets afin d'atteindre les objectifs spécifiques visant l'amélioration des conditions sociales et économiques des populations.

**L'échéance du PND c'est dans deux ans, pensez-vous que tous les projets énumérés dans ce Plan sont réalisables et seront réalisés ?**

Le PND est un plan ambitieux et notre challenge est d'atteindre ses résultats. C'est la raison même de la mise en place de la CPES car elle permet d'atteindre les résultats par l'utilisation d'outils et de méthodes en collaboration avec les différents acteurs. Le défi quotidien auquel nous faisons face est de s'assurer que les échéanciers initiaux prévus pour chaque projet soient respectés et même accélérés lorsque cela est possible. C'est seulement ainsi que nous pouvons relever les défis qui seront bénéfiques pour l'économie et les populations.

**Quels sont les suivis qui sont faits pour que le PND soit un succès d'ici 2022 ?**

L'ensemble des entités gouvernementales assurent le suivi des projets du PND qu'elles portent. Comme énoncé précédemment, la CPES

apporte son appui par le suivi de projets prioritaires ciblés, en veillant à ce que toutes les actions soient menées en vue de la concrétisation des projets dans les délais et l'atteinte des objectifs définis dans le PND. Les suivis sont donc faits à tous les niveaux du processus de réalisation des projets. Tous les détails sont importants et scrutés afin de prévenir, éviter et résoudre des situations bloquantes.

Le ministère de la Planification joue également un rôle primordial dans le processus, par le suivi des impacts économiques du PND, de la trajectoire pour atteindre les objectifs fixés. Naturellement l'attention, quasi quotidienne, de la plus haute autorité sur l'avancée des projets est une indication très forte de la volonté politique.

**A quel changement peuvent s'attendre les Togolais à la fin de cette année 2020 ?**

De façon concrète, je dirai que les Togolais peuvent s'attendre à des changements qu'ils perçoivent déjà :

- Un réel dynamisme économique;
- L'installation de nouvelles industries parce que le Togo gagne en visibilité sur la scène internationale et attire de plus en plus d'investisseurs ;
- La création d'emplois ;
- Un accès plus abordable aux besoins de base : l'électricité et l'eau par exemple.

**Vous êtes également le Délégué national du Mouvement des Jeunes Unir, comment se porte ce mouvement ?**

Le Mouvement des Jeunes Unir est une instance de notre parti Unir qui assure l'animation politique de la jeunesse. Notre mouvement se porte bien, après la mise en place de toutes les sections (50) sur toute l'étendue du territoire et suite à l'accompagnement des différents candidats aux législatives au cours de l'année 2018.

Nous avons également entrepris lors de l'année écoulée un renforcement de capacités des différents responsables de nos sections à travers les universités de la jeunesse que nous avons eu à organiser. Aujourd'hui, la jeunesse est au cœur de toutes les activités du parti et nous sommes heureux de voir toute cette vitalité.

**Que pensez-vous de la décision du président Faure Gnassingbé de se représenter pour la prochaine élection présidentielle ?**

En tant que militant Unir et

Délégué national du MJU, nous sommes déjà mobilisés pour la victoire de notre candidat SEM Faure Essozimna Gnassingbé. Comme vous le savez, nous sommes heureux de sa candidature parce que nous sommes convaincus qu'il est l'homme qu'il faut à la tête du Togo. Il a fait ses preuves et il porte une attention particulière à la jeunesse de notre pays.

Cette candidature est l'aspiration de la jeunesse qui aimerait voir continuer l'œuvre entamée par le chef de l'Etat afin que notre pays puisse poursuivre son développement dans la paix.

**Vos détracteurs pensent que c'est une candidature de trop pour Faure Gnassingbé à la tête du Togo, que leur répondez-vous ?**

J'ai déjà eu à le dire, le président Faure est le meilleur candidat que nous puissions avoir, c'est un homme qui a engagé la transformation de notre pays sur plusieurs plans, que ce soit sur le plan politique économique et social. Son ambition pour notre pays est réelle et une source d'inspiration pour toute la jeunesse togolaise. Le moment venu, son projet sera exposé aux Togolais mais les Togolais qui le connaissent bien savent que c'est un homme de parole qui agit toujours conformément aux intérêts de notre pays le Togo. C'est même la raison qui le conduit à solliciter à nouveau le suffrage de ses compatriotes.

**Quelles sont les chances pour votre candidat de remporter ces élections ?**

Comme d'habitude le parti Unir et son Président Faure abordent cette élection avec beaucoup d'humilité mais aussi avec la conviction de proposer le meilleur choix pour nos concitoyens. Le moment venu, les électeurs auront à se prononcer et nous espérons que notre candidat pourra remporter cette élection dès le premier tour.

Ceci grâce à son bilan qui est assez éloquent. Notre pays a connu des périodes difficiles sur plusieurs plans : absence d'infrastructures, accès à l'énergie, problèmes sociaux mais nous pouvons dire que le président de la République a aujourd'hui apporté des solutions concrètes aux problèmes des Togolais et du Togo. Nous pourrions parler du PND et de ce qu'il contient comme ambition mais nous pensons que le plus grand des résultats c'est la paix et la sécurité qui prévalent dans notre pays. Nous jeunes lui sommes particulièrement

reconnaissants pour avoir mis tout en œuvre pour que notre pays soit en sécurité, ce qui permet aux uns et aux autres d'atteindre leurs objectifs.

**Quel rôle jouera le Mouvement des Jeunes Unir dans cette période électorale ?**

Le Mouvement des Jeunes Unir sera au cœur de la précampagne et de la campagne électorale. Vous êtes sans savoir que l'animation d'un parti et surtout la campagne électorale sont des activités beaucoup plus dévolues à la jeunesse, de ce fait nous assurons pleinement cette tâche en exécutant les instructions des premiers responsables de notre parti pour une occupation totale et à tout instant du terrain pour assurer une victoire éclatante de notre candidat.

**Quelles stratégies utilisera le parti Unir pour convaincre les populations ?**

Le président de notre grand parti a dès le départ adopté une approche d'humilité dans le cadre des prochaines échéances électorales. Nous irons à la rencontre de nos militants dans les quatre coins de notre pays en prônant les valeurs de notre cher pays le Togo.

Il s'agira également de présenter les résultats que nous avons obtenus tout en énonçant les perspectives. Nous avons tendance à ne pas célébrer nos succès, et percevoir le verre à moitié vide. Pour cela, nous ne manquerons pas d'insister sur les progrès réalisés ces dernières années pour permettre de réduire la pauvreté, car le plus grand combat que chacun de nous devrait mener, c'est de réduire encore plus le nombre de personnes vulnérables. Le parti Unir s'y attèle fermement et continuera sur cette voie.

**Un message pour vos militants ?**

A l'endroit de nos militants, je tiens à présenter mes vifs remerciements pour leurs implications diverses qui nous ont permis de remporter les deux dernières élections. J'aimerais aussi leur dire de se tenir prêts à aller vers les populations pour défendre le bilan de notre candidat, mais aussi d'être des exemples de citoyens dans leur environnement. J'exhorte également tout un chacun à être un artisan de la victoire de notre candidat, le président Faure Gnassingbé. Sur ces mots, je souhaite une bonne et heureuse année à tous. Que Dieu bénisse le Togo.

*Propos recueillis par Félix Tagba et Dieudonné Korolakina*

## Blagues

Je tiens à féliciter tous les membres de ce groupe: malgré les difficultés de ce début de janvier, personne n'a encore vendu son téléphone!!



Vous êtes forts... Dans un autre groupe on est déjà réduit à quatre

En Afrique on dit que quand un chat fuit la maison il y'aura un décès. Hier j'ai eu un petit mal de tête le mien a voulu fuir ah mouff je l'ai attaché dans la chambre. Il veut faire ça à qui



Avant, lorsqu'un homme marié drague une fille, elle dit: « je ne sors pas avec un homme marié »

Maintenant, ohhh tout est gâté. Tu dragues même la voisine elle te dit: « j'espère que madame ne va pas me casser les dents hein... en tout cas si c'est moi là, personne ne saura.... »

Juste pour ne pas laisser le jeton passer.

## Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

## Les bons plans et les bonnes adresses

## COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51  
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)  
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96  
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68  
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

## OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20  
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11  
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

## SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77  
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37  
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77  
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01  
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68  
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116  
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat  
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

## OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63  
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

## MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30  
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19  
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72  
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60  
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28  
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

## AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca  
[www.couleurafrique.com](http://www.couleurafrique.com)

## Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel  
 Communication, Location d'espaces  
 Conseils, Wedding Planner et Décoration  
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

## SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB  
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)  
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

## FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)  
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)  
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

## DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19  
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90  
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75  
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87  
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

## AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)  
 Tél: 22 40 04 99

$$\begin{array}{r} \square + \square = 8 \\ + \quad + \\ \square - \square = 6 \\ \parallel \quad \parallel \\ 13 \quad 8 \end{array}$$

## Photo du jour



Quel conseil donne la photo ci-dessus

# CIL 2020

## COLLOQUE INTERNATIONAL DE LOMÉ

ORGANISÉ PAR LE CODIREL / FLLA

### LA LITTÉRATURE TOGOLAISE, HISTOIRE-POÉTIQUE-DIDACTIQUE

Comparatisme - Dynamique interculturelle - Recherche en littérature

## DU 29 AU 31 JAN. 2020 À L'UNIVERSITÉ DE LOMÉ

Contacts : 0022890300922/ 90363616/ 93327089  
 Courriels : [codirel@hotmail.com](mailto:codirel@hotmail.com) / [codirel@univ-lome.tg](mailto:codirel@univ-lome.tg)






Cinéma/ N'tifafa Yannick EDOH

## « Essénam ou croire en soi », sur le chemin de la responsabilité

Réalisé en 2019, le long métrage « Essénam ou croire en soi » est sorti officiellement, le 19 janvier 2020 au Palais des congrès de Lomé. D'une durée d'1h35 minutes, le film fiction « Essénam ou croire en soi » a retenu toute l'attention du public présent à sa projection officielle. Le réalisateur togolais « N'tifafa Yannick Edoh » est le scénariste, le réalisateur et le producteur de ce film qui appelle au sens de responsabilité.

Désormais lorsqu'on fera appel aux films togolais, il faudra compter également le long métrage « Essénam ou croire en soi » de N'tifafa Yannick Edoh. Ce film est né d'une collaboration entre M. Edoh et ses étudiants. « L'idée est née du travail que j'ai eu à faire avec mes étudiants d'années de licence (communication et multimédias). On a eu à échanger longuement là-dessus. Et j'ai voulu leur donner cette motivation d'aller de l'avant, de croire en

eux et d'avancer. Alors quoi de mieux que réaliser un film qui est très difficile à faire », clarifie Yannick EDOH. D'après le synopsis, Essénam est une jeune étudiante, orpheline de père, qui s'est laissé gagner par une vie de facilité que mènent ses camarades. Prendra-t-elle conscience qu'elle s'engage sur une voie glissante qui la conduit vers sa perte ? Dans « Essénam ou croire en soi », il y a plusieurs thématiques. Cependant, la problématique centrale est la valorisation des petits

commerces, notamment l'entrepreneuriat des jeunes. « Le message derrière est qu'il faut redéfinir notre représentation des choses et de reconsidérer ce qu'on peut vendre dehors comme des mets locaux (botokoin, kanklo, kom) peut-être transformés en industrie. Il suffit de croire en soi et en Dieu, et c'est possible », a évoqué Yannick Edoh.

« Essénam ou croire en soi » appelle d'une part les parents à prendre leur responsabilité en tant que tel et invite les jeunes/jeunes adultes à préparer leur avenir au quotidien. Pour l'actrice principale, Essénam, de son vrai nom Believe Amegble, l'avenir se prépare au jour le jour. « Notre avenir ne se trouve pas dans le futur, c'est chaque



Believe Amegble

jour, c'est au quotidien. C'est dès maintenant qu'il faut préparer l'avenir », a-t-elle déclaré.

Tourné au Togo, le film est en français. Cependant, dans les premières scènes, les acteurs ont échangé en éwé (un dialecte togolais), ce qui

rend d'une manière ou d'une autre, cette fiction plus intéressante. Par ailleurs, « Essénam ou croire en soi » est tourné en majorité par des jeunes étudiant(es) qui s'essaient pour la première fois au cinéma.

Nadia Edodji

### Lire

« Humiliés et offensés » de Fiodor Dostoïevski. Ed Beq. Pp 42-44

« ...Nikolaï Serguéitch Ikhménéiev était issu d'une bonne famille, mais ruinée, depuis fort longtemps. Cependant, il hérita, à la mort de ses parents, d'une belle propriété et de cent cinquante âmes. À vingt et un ans, il entra aux hussards. Tout allait bien ; mais après six ans de service, il lui arriva, un malheureux soir, de perdre au jeu tout son bien. Il ne dormit pas de toute la nuit. Le soir suivant, il reparut dans la

salle de jeu et mit une carte sur son cheval, la dernière chose qui lui restait. Sa carte gagna, puis une autre, puis une troisième, et une demi-heure après, il avait regagné un de ses villages, le petit hameau d'Ikhménéievka, qui comptait cinquante âmes au dernier recensement. Il s'arrêta de jouer, et, dès le lendemain, demanda sa retraite. Cent âmes étaient perdues sans retour. Deux mois plus tard, il était mis à la retraite avec le grade de lieutenant et il partit dans son petit village. Jamais par la suite il ne parla de cette perte au jeu, et, malgré sa bonté bien connue, il se serait certainement brouillé

avec celui qui aurait pris l'audace de la lui rappeler. Dans son village, ils s'adonna consciencieusement à la gérance de son bien, et, à trente-cinq ans, il épousa une jeune fille noble et pauvre, Anna Andréievna Choumilova, qui n'avait pas la moindre dot, mais qui avait été élevée dans la pension noble du chef-lieu, chez l'émigrée de Mont-Revêche, ce dont Anna Andréievna se targua toute sa vie, bien que personne neût jamais pu deviner en quoi précisément consistait cette éducation. Nikolaï Serguéitch se révéla excellent intendant. Les propriétaires voisins apprenaient chez lui à

administrer une propriété. Plusieurs années s'étaient écoulées lorsque brusquement, dans la terre voisine, le village de Vassilievskoié, qui comptait neuf cents âmes, arriva de Pétersbourg le propriétaire, le prince Piotr Alexandrovitch Valkovski. Son arrivée fit une assez forte impression dans tous les alentours. Le prince était un homme encore jeune, bien qu'il ne fût plus de la première fraîcheur. Il avait un grade élevé, des relations haut placées, c'était un bel homme, il avait du bien et, pour finir, il était veuf, ce qui était particulièrement intéressant pour les dames et les jeunes

filles de tout le district. On racontait le brillant accueil que lui avait fait au chef-lieu le gouverneur dont il se trouvait quelque peu parent ; on disait « qu'il avait tourné la tête à toutes les dames de la ville par son amabilité, etc. En un mot, c'était un de ces brillants représentants de la haute société pétersbourgeoise, qui se montrent rarement en province, et qui, lorsqu'ils y paraissent, produisent un effet sensationnel. Au demeurant, le prince était loin d'être aimable, surtout avec ceux dont il n'avait pas besoin et qu'il jugeait inférieurs à lui, ne fût-ce que de peu... »

## ACHETEZ & LISEZ désormais



SUR

OU

sur le portail

[www.monkiosk.com](http://www.monkiosk.com)
[www.alome.com](http://www.alome.com)

## Transition et indépendance énergétique

# Les mini-réseaux pour combler le déficit en Afrique

**Comment réussir la transition vers les énergies renouvelables non polluantes et juguler ainsi la crise climatique ? Comment est-ce que le continent africain pourrait-il profiter de la lutte contre les changements climatiques pour parvenir à l'indépendance énergétique en évitant de porter atteinte à l'intégrité de la planète ? Voilà deux défis de taille auxquels les dirigeants et les partenaires en développement devront faire face.**

Selon un nouveau rapport de la Banque mondiale, les mini-réseaux, auparavant considérés comme une solution de niche, peuvent fournir de l'électricité à 500 millions de personnes d'ici 2030, contribuant ainsi à combler le déficit d'accès à l'énergie. La combinaison de la baisse des coûts, de l'amélioration spectaculaire de la qualité du service et des politiques habilitantes a fait des mini-réseaux une option susceptible d'être appliquée à plus grande échelle pour compléter l'extension du réseau et les systèmes solaires domestiques.

Le rapport indique que l'Afrique francophone est un leader en termes de mini-réseaux installés ou planifiés, contribuant à l'augmentation des taux d'accès à l'électricité. Le Sénégal et le Madagascar sont parmi les dix pays dans le monde ayant le plus de mini-réseaux installés à ce jour, avec plus de 270 et 100 mini-réseaux respectivement. Le Sénégal a également le deuxième plus grand nombre de mini-réseaux planifiés parmi tous les pays inclus dans cette enquête

mondiale, avec plus de 1 200 mini-réseaux planifiés. La grande majorité de ces mini-réseaux seront des mini-réseaux solaires hybrides de troisième génération qui incorporent les toutes dernières technologies et modèles économiques. Cette étude est la plus complète à ce jour sur les mini-réseaux. Elle offre aux décideurs, aux investisseurs et aux promoteurs des idées sur la façon dont les mini-réseaux peuvent être étendus à une plus grande échelle. Le rapport fait également le point sur le marché mondial et le secteur des mini-réseaux, analyse les coûts et les innovations technologiques et montre l'importance de la microfinance et des utilisations de l'électricité génératrices de revenus.

Par rapport aux systèmes de réseau principal et aux systèmes solaires domestiques, les mini-réseaux constituent une solution plus viable pour les zones à forte densité de population et à demande moyenne en électricité. L'extension du réseau principal pour desservir les

collectivités éloignées est souvent d'un coût prohibitif. Au niveau mondial, au moins 19 000 mini-réseaux sont déjà installés dans 134 pays, représentant un investissement total de 28 milliards de dollars et fournissant de l'électricité à environ 47 millions de personnes. Actuellement, la plupart des mini-réseaux sont déployés en Asie, alors que l'Afrique a la plus grande part de ceux qu'il est prévu d'installer.

L'investissement dans le mini-réseau dans les pays d'Afrique et d'Asie où les niveaux d'accès à l'électricité sont faibles s'élève actuellement à 5 milliards de dollars au total. Selon les estimations, il faudrait 220 milliards de dollars pour connecter 500 millions de personnes à 210 000 mini-réseaux dans ces régions à l'horizon 2030. Par conséquent, partout dans le monde, les pays doivent mobiliser activement les investissements du secteur privé. À cette fin, ils peuvent mettre en place des politiques qui appuient des programmes complets d'électrification, promouvoir



Une mini centrale solaire

des modèles opérationnels viables et fournir des financements publics, par exemple sous forme de subventions fondées sur les résultats.

« Les mini-réseaux constituent désormais l'une des principales solutions pour pallier le déficit d'accès à l'énergie. Nous estimons qu'il existe des possibilités considérables de développement de mini-réseaux à grande échelle et nous travaillons avec les pays pour mobiliser activement les investissements publics et privés dans ce domaine », souligne Riccardo Puliti, directeur principal du pôle Énergie et industries extractives à la Banque mondiale.

La Banque mondiale intensifie son aide aux mini-réseaux tout en aidant les pays à élaborer des programmes complets d'électrification. Les engagements de l'institution en faveur des mini-réseaux représentent environ un quart de l'investissement total des secteurs public et privé dans les pays clients. À la fin de l'année fiscale 2019, le portefeuille de la BM se composait de 37 projets de mini-réseaux dans 33 pays,

pour un engagement total de plus de 660 millions de dollars.

Cet investissement devrait permettre de mobiliser 1,1 milliard de dollars supplémentaires sous forme de cofinancement. En plus d'être rentables, les mini-réseaux présentent de nombreux autres avantages. Ils peuvent avoir des effets positifs importants sur l'environnement. Par exemple, 210 000 mini-réseaux alimentés par l'énergie solaire permettraient d'éviter 1,5 milliard de tonnes d'émissions de CO2 dans le monde.

Ils offrent également aux entreprises nationales de services publics une solution gagnant-gagnant dans le secteur de l'électricité en ouvrant la voie à une expansion future des réseaux plus viables financièrement. Au moment où le réseau principal arrive, la demande d'électricité sera déjà importante et les clients seront davantage en mesure de payer grâce aux utilisations productives rendues possibles par les mini-réseaux.

Edem Dadzie

Source : Banque mondiale

## « Agissons »

# Les Nations unies appellent chacun à l'action pour le climat

**La lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement en générale, ne doit plus être l'apanage uniquement de quelques personnes engagées et convaincues de la cause. Chaque habitant de la planète pris individuellement doit jouer sa partition si l'on veut aboutir à des résultats probants d'ici 2030...2050...2100. Les Nations unies lancent dans cette optique, la campagne « agissons ».**

« Agissons » est l'appel international des Nations unies à l'action de chacun pour le climat. La campagne constitue un élément essentiel des efforts coordonnés des Nations unies pour sensibiliser au problème du changement climatique, revoir nos ambitions à la hausse, agir et accélérer la mise en œuvre des accords de Paris. Conçue prioritairement pour être diffusée en ligne et sur les réseaux sociaux, la campagne « Agissons » vise à éduquer le public et à encourager les actions individuelles, principalement en modifiant nos habitudes de consommation.

En modifiant notre routine et en faisant des choix qui ont des conséquences moins négatives sur l'environnement, nous avons le pouvoir de relever le défi du changement climatique.

### Alimentation

Ce que nous mangeons a des répercussions énormes sur le réchauffement climatique. La destruction des forêts tropicales pour créer des terres agricoles, accompagnée par une demande de plus en plus élevée de viande, sont des contributeurs majeurs de l'augmentation des gaz à effet de serre qui ont un impact significatif sur

le climat et la sécurité alimentaire mondiale. Par ailleurs, nous gaspillons environ un tiers des aliments qui sont produits. L'objectif de la campagne des Nations unies « Agissons » est d'inspirer encore plus de personnes à se tourner vers une alimentation savoureuse produite de manière durable afin de réduire son impact sur le climat.

### Mode

Le secteur du textile contribue à hauteur de près de 10% aux émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Il utilise plus d'énergie que les secteurs de l'aéronautique et du



Une alimentation sans viande ou avec très peu de viande est bénéfique pour la planète

transport des marchandises mis ensemble, selon la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC). Il contribue également pour environ 20 % à la production d'eaux usées dans le monde. De plus 85 % des textiles finissent dans des décharges ou sont

incinérés alors que la plupart de ces matériaux pourraient être réutilisés.

« Agissons » invitera des personnes du monde entier à apporter leur contribution pour une mode zéro déchet.

Edem Dadzie

Source : CCNUCC

Assurance maladie pour les étudiants togolais

## L'Inam démarre la phase pilote du projet avec 500 étudiants

Tous les étudiants des universités publiques du Togo auront bientôt une assurance maladie. Mais avant que cet ambitieux projet de l'Institut national d'assurance maladie (Inam) ne soit à 100% effectif, l'institut en charge de l'assurance maladie au Togo a lancé une phase pilote. Au cours de cette phase, c'est en tout 500 étudiants de l'université de Lomé qui ont seront soignés pour le moment (en cas de maladie) grâce à l'appui de l'Inam.



Remise symbolique d'un kit d'assurance à un étudiant

Les 500 étudiants ont reçu le samedi dernier leurs kits des mains des responsables de l'Inam et des premiers responsables d'Orabank, partenaire du projet. La cérémonie s'est déroulée dans l'enceinte de l'Université, en présence

des premiers responsables des lieux.

Avec ces kits, nous font savoir les responsables de l'Inam, ces étudiants vont être soignés conformément aux règles de délivrance des soins de l'Inam et avec le taux de prise en charge en vigueur. Cette initiative émane de la volonté du chef de l'État, Faure Gnassingbé qui a ordonné l'élargissement de l'assurance maladie aux étudiants. Elle est soutenue par Orabank qui assure en totalité la cotisation des étudiants bénéficiaires.

Les bénéficiaires de cette phase pilote sont sélectionnés suivant des critères fixés par les

autorités universitaires.

« Ce kit vous garantit les soins de santé certes. Mais ce n'est pas une raison de vous laisser à la merci des maladies. Prenez des dispositions préventives et éviter les maladies possibles », a conseillé Adogli Komigan, directeur de la délégation régionale de l'Inam.

Après la phase pilote, le projet sera étendu pour atteindre tous les étudiants des deux universités publiques et plus tard ceux des institutions privées d'enseignement supérieur. Les réflexions et négociations sont en cours à cet effet.

La rédaction



## FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE

UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL SELECTION D'UN CABINET POUR LE RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR GENERAL POUR LE FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE (FAGACE)

1. Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) lance un avis d'appel d'offres en vue de la sélection d'un cabinet pour le recrutement d'un Directeur Général à son siège à Cotonou (République du Bénin).
2. Le présent appel d'offres est lancé à compter du 20 Janvier 2020 pour la sélection d'un cabinet spécialisé dans le recrutement de cadres de haut niveau à qui sera confiée l'exécution de la mission.
3. Le délai d'exécution des travaux ne doit pas excéder deux (02) mois à compter de la date de signature du contrat.
4. Peuvent prendre part à la présente consultation, les cabinets de réputation internationale spécialisés dans le recrutement de personnel de haut niveau, la formation et les conseils en ressources humaines, installés ou ayant une représentation dans l'un des Etats membres du FAGACE (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée Eclair, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo) et répondent aux critères définis dans les documents du dossier d'appel d'offres.
5. Le dossier d'appel d'offres peut être consulté et acheté auprès du secrétariat particulier du Directeur Général par l'intermédiaire du FAGACE moyennant paiement d'un montant non remboursable de cinq cent mille (500.000) francs CFA. Le paiement peut se faire par chèque de banque ou par virement bancaire sur le compte du FAGACE. Les courtiers/intermédiaires intéressés peuvent obtenir des renseignements complémentaires à l'adresse indiquée ci-dessous.
6. Les offres doivent être déposées au plus tard le 20 Février 2020 à 14h, heure locale, au secrétariat particulier du Directeur Général par l'intermédiaire ou directement par courrier express à l'adresse ci-dessous indiquée où elles seront ouvertes en présence des soumissionnaires ou leurs représentants qui assisteront à l'ouverture des plis le 21 février à 10h.
7. Il est entendu que toute offre transmise par courrier express qui parvient au Secrétariat du Directeur Général par l'intermédiaire après l'ouverture des offres, quelle que soit la date indiquée du cachet de la poste, ne sera pas prise en compte.
8. La durée de validité de l'offre est de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite du dépôt des dossiers.

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE  
396, Avenue de la CEN-SAD, rue 18044 01BP 8845 BP  
Tél : (+229) 97 87 87 30/84 81 37 30/81 39 03 70/81 30 03 77 Fax : (+229) 81 30 02 84  
E-mail : conseil@fagace.org site web : www.fagace.org

**Les 6ème Journées Portes Ouvertes sur l'initiative du Conapp**

**Appropriation du nouveau Code de la presse pour mieux questionner le devenir des médias**

Les activités marquant la 6ème édition des Journées Portes Ouvertes de la presse, à l'initiative du Conseil national des patrons de presse (Conapp), ont pris fin le vendredi 17 janvier dernier à Kara. Elles ont été sanctionnées par une déclaration signée des organisations professionnelles qui animent la vie de la presse dans notre pays. Trois jours durant, elles ont permis aux professionnels des médias, aux organisations de presse, aux étudiants et autres passionnés du journalisme de vivre au plus près des pratiques du métier et de plancher autour de quelques sujets brûlants du secteur en ce moment au Togo. Ainsi, outre des émissions de radios Zéphyr et radio Kanal Fm qui se sont délocalisées - avec des studios plantés au cœur du Campus de l'Université de Kara - les échanges autour de l'appropriation du nouveau Code de la Presse voté par l'Assemblée nationale le 30 décembre 2019 a été un temps fort de ces assises.



Emission « Club de la presse » de Kanal FM en direct des JPO



Photo de famille à l'ouverture des JPO

Dans son adresse à l'attention des professionnels de médias, experts et participants à la table ronde consacrée au nouveau Code, M. Ambroise Klévor, Conseiller du Ministre de la communication a

notamment insisté sur la nuance en évoquant la dépenalisation du Code : « Le Code de la Presse est dépenalisé certes, avec absence de peines de prison, mais pénalisation quand même avec des peines d'amendes

», précisait-il. Avant d'ajouter plus tard : « pour faire la nette différence entre les réseaux sociaux et les médias en ligne, le gouvernement a sorti carrément les réseaux sociaux du cadre du Code de la Presse », en

étayant avec une allusion du débat en cours dans un pays limitrophe avec l'emprisonnement d'un journaliste qui défraie la chronique. Pour M. Klévor Ambroise, si celui porte plainte contre un journaliste, sait qu'en s'appuyant sur le Code de la presse, le journaliste sera simplement condamné avec des amendes, il pourrait alors faire appel à la Loi sur la cybercriminalité, ce qui pourrait emmener à jeter le journaliste en prison. Et c'est le cas dans le pays limitrophe, car le journaliste s'est saisi d'un article de presse qu'il

a publié sur un réseau social.

Ces échanges sont loin d'épuiser le débat sur le devenir et l'avenir de la presse face aux multiples enjeux de l'heure. Mais ces débats ont eu le mérite d'avoir ouvert et de jeter des bases d'autres réflexions qui feront chemin en questionnant mieux le devenir des médias, de ces journalistes, patrons de presse, techniciens et autres auxiliaires des médias qui assistaient pour la deuxième fois consécutive à une édition des JPO délocalisées.

**D.K.**

**JOURNEES PORTES OUVERTES DE LA PRESSE**

**DECLARATION DE KARA**

L'Observatoire Togolais des Médias (OTM), le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), le Patronat de la Presse Togolaise (PPT), l'Union des Radios et Télévisions du Togo (URATEL), le Conseil Togolais des Editeurs de Presse (CTEP), l'Association Togolaise des Organes de la Presse Privée en Ligne (ATOPPEL), le Syndicat National des Journalistes Indépendants du Togo (SYNJIT), l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), et l'ensemble de la presse togolaise réunis du 15 au 18 janvier 2020 en Journées Portes Ouvertes dans la ville de Kara, Soucieux du développement de la presse togolaise et de la promotion de l'excellence dans les médias, Conscients que le développement des médias contribue au développement de la Nation, Considérant les dispositions du nouveau Code de la presse et de la communication, Considérant le défi de professionnalisation de la presse, Conscients des maux qui minent leur corps de métier, notamment la précarité, la pauvreté, la perte des valeurs, Soucieux de travailler à accorder aux journalistes et aux médias togolais, une capacité financière à même de leur permettre de vivre de leur métier et de remplir plus efficacement leurs missions d'information, d'éducation et de divertissement des masses, Engagés à redorer le blason de ce corps de métier si noble et si respecté sous d'autres cieux, mais très marginalisé dans notre pays, Conscients de la nécessité d'aller au plus vite vers la signature de la Convention Collective des médias du Togo afin d'assurer un statut aux employés des sociétés de presse du Togo, Décidons de l'adoption à partir du 31 Janvier 2020, d'une GRILLE TARIFAIRE HARMONISEE des sociétés de presse du Togo (Presse écrite, Presse en Ligne, Radios et Télévisions), Exigeons des organisateurs des rencontres et manifestations, l'arrêt sur les lieux de reportage, de la distribution de jetons de présence aux reporters et journalistes. Un phénomène qui dégrade et avilit l'image des professionnels des médias et met à mal leur réputation,

Mettons fin à la constitution de listes de présence au profit des journalistes sur les lieux de reportage, Recommandons à tous les organes de presse du Togo, la présentation de factures à leurs clients avant toute prestation ou couverture à caractère promotionnel ou publicitaire, Appelons tous les organes de presse du Togo et tous les Directeurs de communication, attachés de presse et responsables des cellules de communication des organisations, institutions ou structures faisant appel aux services des médias, au respect scrupuleux du contenu de la présente déclaration, Exhortons le gouvernement à faire en sorte que le Fonds de soutien aux médias togolais, en période électorale stipulé à l'article 52 du nouveau Code de la presse et de la Communication, soit alloué à la presse togolaise dans son ensemble (médias publics et médias privés), Mettons en place un comité chargé de l'élaboration et de la publication de la grille Tarifaire.

**Fait à Kara, le 17 Janvier 2020**

**Ont signé**

- |                                     |                                    |
|-------------------------------------|------------------------------------|
| Aimé Ekpé<br>Pour l'OTM             | Halirou TCHAKALA<br>Pour le CTEP   |
| Arimiyao TCHAGNAO<br>Pour le CONAPP | David SOKLOU<br>Pour ATOPPEL       |
| Carlos KETOWOU<br>Pour le PPT       | Isidore KOUWONOU<br>Pour le SYNJIT |
| YAKE Tommotoki<br>Pour l'URATEL     | Pierre AGBANDA<br>Pour le UJIT     |